

## IL S'ATTAQUE VIOLEMMENT À LOUISA HANOUNE APRÈS L'INITIATIVE DES 19

## Le malaise de Saâdani

**Ammar Saâdani tire à boulets rouges sur Louisa Hanoune. Cette fois, au sujet de l'initiative des 19 personnalités nationales qui interpellent publiquement Abdelaziz Bouteflika et sollicitent une audience pour s'assurer qu'il (Bouteflika) est en mesure de prendre encore des décisions. « Il faut d'abord définir ce que c'est qu'une personnalité nationale », dira Saâdani à propos du groupe des 19.**

Kamel Amarni Alger (Le Soir) - « Certes, il y a parmi ce groupe ceux qui ont agi par patriotisme », a fait remarquer Saâdani, hier en marge d'une rencontre des élus locaux de son parti à Alger et consacrée à l'élection des candidats du FLN pour les prochaines sénatoriales. Cela, avant de s'en prendre, comme d'habitude, à sa cible préférée, Louisa Hanoune. « Pourquoi Louisa agit-elle au sein de ce groupe ? Est-ce une démarche partisane ou associative ? Pourtant, elle a un parti et tous les médias, toutes les chaînes lui sont ouvertes ! Pourquoi agit-elle de la sorte alors ? » s'interrogera encore Saâdani avant de répondre. « Louisa est devenue déséquilibrée, déboussolée ! » lancera-t-il, ironique, et ce, expliquera-t-il, « depuis que ceux qui la parraient ne sont plus là ».

C'est, bien sûr, une allusion très claire au général Toufik. Une allusion qui ne manquera certainement pas de faire réagir la patronne du Parti des travailleurs dont les prises de bec avec Ammar Saâdani sont devenues de plus en plus courantes. Provocateur à souhait, le secrétaire général du FLN ne manquera pas, non plus, d'épingler son partenaire politique, le Rassemblement national démocratique, le RND de Ahmed Ouyahia. Il répondra ainsi aux dernières déclarations du porte-parole du parti, Seddik Chihab. « Laissons les deux initiatives, celle du FLN et celle du RND, et on verra bien laquelle des deux sera choisie. On verra laquelle le peuple choisira. » Ammar Saâdani qui, pour rappel, avait été le premier à avoir rejeté publiquement l'initiative de

Ahmed Ouyahia qui proposait, en juin dernier, de reconstituer l'Alliance présidentielle, précisera davantage sa pensée lorsqu'il ajoutait, hier à l'hôtel Ryadh à Alger que, « dans tous les cas, je le dis et je le répète, le RND ne nous conduira jamais ! Nous sommes le FLN et nous ne permettrons jamais au RND de nous mener. Le FLN ne peut être que la locomotive ou rien ». Juste après, pourtant, Ammar Saâdani, parlant de l'initiative du FLN, le fameux « front », dira que « le FLN



Louisa Hanoune.

aura une seule voix à l'intérieur. Au même titre que tous ceux qui vont y adhérer ». Il annoncera à ce titre que, « jusqu'à présent, 9 partis ont émis le vœu d'en faire

partie en plus de presque mille associations. Et nous, nous misons beaucoup plus sur le mouvement associatif ». Au final, « le front » que propose Ammar

Saâdani ressemblera plus à un gigantesque comité de soutiens qu'à une initiative politique digne de ce nom.

K. A.

## BENFLIS À PROPOS DU PROJET DE RÉVISION CONSTITUTIONNELLE

## De simples « ravalements de façade »

**Pour le parti des Avant-gardes des libertés, le projet de révision constitutionnelle dont les contours ont été annoncés par le président de la République dans son message à la nation à l'occasion de la commémoration du 61<sup>e</sup> anniversaire de la glorieuse révolution de Novembre 1954 ne sont pas de nature à constituer « l'antidote » à la crise qu'endure le pays.**

M. Kebci-Alger (Le Soir) - C'est là la lecture faite par les membres du bureau politique du parti, réunis, hier samedi, en session mensuelle ordinaire. Car pour eux, la véritable crise de régime du fait de la vacance du pouvoir, de l'illégitimité des institutions et de la situation de quasi-cessation d'activités dans laquelle elle se trouve et face à laquelle est confrontée la nation, ne saurait être « dépassée » par des « ravalements constitutionnels de façade ».

Elle recommande, à l'opposé, propose-t-il encore une fois, « le règlement de cette problématique de la vacance du pouvoir, de la relégitimation de toutes les institutions et de leur remise en état d'assumer l'intégralité de leurs prérogatives constitutionnelles ». Autant de « tâches nationales prioritaires et pres-



Ali Benflis.

santes » qui ne peuvent s'accomplir sans « le retour au choix du peuple souverain à travers des élections définitivement et effectivement mises à l'abri de la fraude que le régime politique en place utilise comme instrument de son maintien au pouvoir en dépit de ses défaillances, de ces échecs et de la perte d'autorité, de crédibilité et de confiance auprès des citoyennes et des citoyens ». Et de renouveler, fort à-propos, la demande instante « d'une instance nationale indépendante de préparation, d'organisation et de contrôle de l'intégralité des processus électoraux à venir, comme cela est le cas dans de

très nombreux pays dans le monde, y compris dans notre voisinage immédiat ». Une réponse à la proposition présidentielle émise de « manière dilatoire » dans le même message du 1<sup>er</sup> novembre dernier et dont les prérogatives seraient limitées à la seule surveillance des élections. Ce qui procéderait, considère-t-il, « d'une volonté de perpétuer sous d'autres formes et par d'autres moyens le système de la fraude devenu endémique dans le paysage politique national ».

Le parti que préside Ali Benflis a tenu également à exprimer son « regret » et sa « préoccupation » face à « l'escalade dans le langage de menace, de chantage et d'intimidation qui a pris pour cible toutes les positions critiques à l'égard du régime politique en place et les idées contraires où les opinions divergentes des siennes exprimées par la société civile, les médias ou l'opposition nationale ». Ce qui constitue, selon lui, « le signe d'un pouvoir dans un état de perte de confiance et de désarroi » et qui est « contraire à l'esprit du pluralisme politique et aux règles d'une saine pratique politique qui exclut les tentations hégémoniques et les prétentions dominatrices du régime politique en place et des clientèles dont il s'est entouré ».

M. K.

## MOUSSA TOUATI ET LA DÉMARCHE DES 19 PERSONNALITÉS NATIONALES :

## « Ils veulent tromper le peuple »

**Personne ou presque parmi le personnel politique national ne trouve grâce aux yeux du président du FNA, allant jusqu'à dénier le statut d'opposants à ceux qui ne partagent pas avec lui le concept d'opposition au pouvoir en place.**

M. Kebci — Alger (Le Soir) - Moussa Touati qui animait, hier samedi, une conférence de presse pour s'exprimer sur les derniers développements intervenus sur la scène nationale, a poussé loin son mépris. « Quelle opposition ? Celle qui se réunit dans les salons feutrés et qui ne cherche qu'à se replacer dans les arcanes du pouvoir ? », s'est-il interrogé, estimant que toutes les initiatives politiques lancées par-ci, par-là, n'ont d'autres motiva-

tions que des intérêts personnels, loin des véritables préoccupations citoyennes ». Et de dénier dans la foulée à cette même opposition, notamment celle préconisant une transition démocratique de « manquer de programme et de feuille de route », alors que tout le monde sait que ce pan de la classe politique s'est doté, à l'issue de sa conférence tenue le 10 juin 2014 à Zéralda, de toute une littérature politique sous forme d'une plateforme

avec, en sus, les mécanismes de sa matérialisation. Elle envisage même de tenir un second sommet avant la fin de l'année en cours pour mieux affiner son programme et faire place à d'autres adhérents.

Et quid des 19 personnalités qui viennent de solliciter une audience au président de la République dans l'optique de s'assurer de la paternité des dernières décisions prises sur tous les plans ? « C'est une simple manœuvre de la part de ces personnes qui ont bénéficié du pouvoir et veulent reprendre leurs postes », a-t-il expliqué. Ceci avant que le président du FNA

n'use d'« ironie » soutenant que le témoignage du Président français lors de sa dernière visite en Algérie quant à la santé du président de la République qui l'a reçu, « suffisait », comme pour signifier que le « tutorat » français sur le pays est encore omniprésent. Et puis, a-t-il poursuivi, « où étaient-ils ces 19 qui veulent tromper le peuple quant à l'existence d'une autre opposition ? »

Et d'enchaîner aussitôt en relevant l'empreinte « parisienne » dans le projet de révision constitutionnelle dont les contours ont été évoqués par le chef d'Etat dans son discours à la Nation à l'occasion du 61<sup>e</sup>

anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale. « On veut nous imposer le régime semi-présidentiel comme à la française et par voie référendaire », a affirmé Touati pour qui « le Parlement actuel, illégitime, n'est pas habilité à se prononcer sur un projet d'une telle importance ». Et de s'interroger, une fois de plus : « Connaissez-vous un pays qui a trituré sa Constitution six fois en 50 ans ? », récusant l'existence d'un pouvoir, estimant que le pays est dirigé par un groupe qui dirige les affaires du pays selon des agendas étrangers.

M. K.